



PAUVRETE ET PERTINENCE DES MODELES DE CROISSANCE DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT

J. MBANDZA

*Faculté des Sciences Economiques
Université Marien Ngouabi
B.P. 69, Brazzaville, Congo*

RESUME

Ce papier se propose de spécifier d'abord le lien existant entre la pauvreté et la croissance, puis dans un second moment, d'analyser le contenu, la portée théorique et pratique de deux familles de modèles de croissance qui, jusque là, ont fondé les politiques ou les stratégies de lutte contre la pauvreté (les modèles reposant sur une plus grande ouverture aux forces du marché, à la concurrence internationale et sur une réduction du rôle de l'État et les modèles de croissance tirée par la demande.)

Mots clés : *Pauvreté ; Croissance ; Marché ; État ; Droits politiques ; Liberté économique ; Pays en développement.*

ABSTRACT

The present paper is planning to specify first the link that exists between poverty and growth, and secondly to analyze the content, the theoretical and practical scope of the kinds of growth models that have so far based policies or poverty fighting strategies (the models being based on a larger openness to market forces, to international competition and to a reduction of the state and to demand driven growth models.)

Key words: *Poverty; Growth; Market; State; Political Rights; Economic Freedom; Developing Countries.*

INTRODUCTION

Depuis bientôt une quarantaine d'années, le débat dans les enceintes internationales économiques et financières, est de savoir quelles sont les politiques les plus efficaces pour impulser le développement (années 1970) ou pour mieux lutter contre la pauvreté (années 1990).

Au lendemain de la deuxième guerre mondiale, ce sont les instruments de type keynésien (taux d'intérêt réels négatifs, crédits sélectifs, banques de développement etc.) qui sont privilégiés pour organiser la croissance. La plupart des observateurs reconnaissent à l'État un rôle éminemment actif dans l'organisation et l'orientation de la croissance.

Puis, dans les années 80, l'État a été jugé prédateur. L'économie de marché, régulée par les prix, a été imposée partout dans le monde en développement et l'ordonnance du consensus de Washington délivrée partout comme remède efficace contre la pauvreté.

Aujourd'hui, il semble que la vague libérale des années 90, s'épuise (fin du consensus de Washington) et que la question de l'État est de nouveau de retour dans la formulation des politiques ou des stratégies. Le problème ne serait plus d'opposer de manière intangible les deux politiques, mais plutôt de reconnaître aussi qu'un "bon" cadre institutionnel (good governance), est nécessaire au bon fonctionnement de l'économie. Au fond, il s'agit de savoir s'il existe un État (en théorie comme en pratique) susceptible de garantir une organisation de la croissance rationnelle, efficace et optimale.

L'organisation de la croissance est jugée capitale dans les pays en développement plus qu'ailleurs; c'est d'elle dont dépend la lutte contre la pauvreté absolue et endémique dans ces pays. Il s'agit de produire des biens et des services et un revenu à répartir.

Ce papier s'interroge sur la pertinence des deux stratégies mises en œuvre jusque là avant de relancer la question de la nature de l'État (conceptions de Rawls, Sen et Hirschman) compatible avec les exigences d'une croissance efficace.

I.- CARACTERISTIQUES DE LA PAUVRETE DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT

Il n'est pas question de s'étendre ici sur le débat relatif aux définitions et à la mesure de la pauvreté. Elle est étudiée ici pour justifier la nécessité d'une croissance dans les pays en développement.

La nature polysémique du concept de pauvreté renvoie à une diversité de définitions et d'indicateurs de sa mesure. Cependant les définitions suivantes (H. Herpin, Duverger, 1987) pourraient constituer un résumé significatif.

La pauvreté monétaire est caractérisée par une insuffisance de revenus. Elle est dite existentielle quand les ménages qui en sont frappés manquent de biens d'usage ordinaires ou de consommation de base. Elle est dite subjective quand elle traduit la perception que les ménages ont de leur propre situation ou de l'écart entre leur revenu et le minimum nécessaire. On parle aussi de pauvreté administrative pour souligner les différentes mesures et aides que les administrations spécialisées mettent à la disposition des ménages.

En fait, la plupart des cadres de référence s'appuient sur deux modèles de base :

- la pauvreté absolue perçue comme une privation dans le domaine des besoins vitaux et fondamentaux. Les besoins vitaux ou fondamentaux traduisent un niveau absolu à partir duquel les individus sombrent dans la misère ou la mort ;

- la pauvreté relative s'interprète par rapport à la moyenne du niveau de vie "normal" ou standard de la société. Elle se comprend en se comparant à une situation jugée normale. Elle se définit par rapport à une norme. L'observatoire social européen a élargi ces deux définitions de base en développant le concept de carence relative ou de carence multiple (R. Pe a-Casas et P. Pochet, 2001). Ce concept s'efforce de prendre en compte non seulement les aspects liés au revenu, mais aussi tous les enjeux relatifs à l'inclusion/exclusion et à la participation sociale. Il faudrait peut être

insister sur le constat d'un cœur irréductible de privation absolue dans la notion de pauvreté comme le fait Sen. (A. Sen, 1985). La privation signifie un manque d'accès aux droits (capacités) et opportunités des personnes en termes d'accès aux ressources et de consommation potentielle. De cette façon d'ailleurs, "le cœur irréductible" pourrait permettre une classification en ménages vulnérables (ceux qui sont exposés à un moment ou à un autre à une situation où ils ne satisfont plus les conditions du "cœur irréductible"), en ménages vulnérables (ceux qui sont menacés de manque de façon permanente), en ménages touchés (ceux qui sont dans une situation de manque absolue). Ils sont pauvres. Les pauvres sont donc des individus qui ne peuvent satisfaire des besoins considérés comme normaux par rapport à la société dans la quelle ils vivent. La pauvreté se définit donc non seulement par rapport à une norme caractérisant le niveau de vie d'un pays donné, mais aussi par rapport à la structuration sociale de ce pays (K. Marx, 1968).

Dans le contexte de la plupart des pays en développement d'Asie, d'Amérique latine, du Moyen -Orient ou d'Afrique, il s'agit d'une pauvreté absolue c'est à dire celle qui est liée à une carence dans le domaine des besoins vitaux (manger, boire, se vêtir, se loger, se soigner, s'instruire) et à une défaillance du pouvoir d'achat.

Il existe plusieurs indicateurs de pauvreté, mais celui que nous utilisons ici pour illustrer la situation des pays en développement est l'IDH. Cet indicateur combine trois éléments: la durée de vie, mesurée d'après l'espérance de vie à la naissance, le niveau d'éducation, mesuré par un indicateur alliant pour deux tiers le taux d'alphabétisation des adultes et pour un tiers le taux brut de scolarisation combiné (tous niveaux confondus) et le niveau de vie, mesuré d'après le PIB réel par habitant exprimé en PPA ou parités de pouvoir d'achat. Le tableau 1, tiré du rapport mondial sur le développement humain 2006 (PNUD, 2006) donne un bref aperçu de la situation mondiale, s'agissant de la pauvreté.

Tableau 1: Indicateur du développement humain par régions

	Valeur de l'IDH	EVN	T % AD	T% de SC	PIB/habitant	IEV	INI	I de PIB
Pays en développement	0,679	65,2	78,9	63	4775	0,67	0,72	0,65
Pays les moins avancés	0,464	52,4	63,7	45	1350	0,46	0,5	0,43
États arabes	0,68	67,3	69,9	62	5680	0,71	0,66	0,67
Asie de l'est et Pacifique	0,76	70,8	90,7	69	5872	0,76	0,84	0,68
Amérique latine et Caraïbes	0,795	72,2	90,2	81	7964	0,79	0,87	0,73
Asie du Sud	0,599	63,7	60,9	56	3072	0,64	0,58	0,57
Afrique subsaharienne	0,472	46,1	63,3	50	1946	0,35	0,57	0,5
Europe centrale et orientale	0,802	68,2	90,2	83	8802	0,72	0,94	0,75
OCDE	0,923	77,8	99,2	89	27571	0,88	0,95	0,94
Pays OCDE à revenu élevé	0,946	79		95	32003	0,9	0,98	0,96
IDH élevé	0,923	78		91	26568	0,88	0,95	0,93
IDH moyen	0,701	67,3	80,5	66	4901	0,71	0,75	0,65
IDH faible	0,427	45,8	57,9	46	1113	0,35	0,53	0,4
Revenu élevé	0,942	78,8		94	31331	0,9	0,97	0,96
Revenu moyen	0,768	70,3	89,9	73	6750	0,76	0,84	0,7
Revenu faible	0,556	58,7	62,3	54	2297	0,56	0,58	0,52
Monde	0,741	67,3		67	8833	0,71	0,77	0,75

Source : Rapport mondial sur le développement humain, 2006¹

II.- CROISSANCE COMME ELEMENT CENTRAL DE LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE

La pauvreté dans les pays en développement est de nature absolue. Il y existe un déficit chronique de la croissance c'est-à-dire une augmentation non soutenue, pendant une période prolongée, de la quantité des biens et services produits dans ces pays.

La croissance économique moderne, reflète une capacité permanente d'offrir à une population en constante progression, une quantité des biens et services par habitant [S. Kuznets, 1973]. La croissance économique peut être positive ou négative, pour la production totale ou pour la production par habitant. Pour Kuznets, la seule croissance économique valable est celle qui est capable de soutenir des effectifs de population en augmentation rapide avec un maintien ou un accroissement du niveau de vie.

La croissance économique est un élément quantifiable. Les comptes nationaux la mesurent en comparant le volume des biens et services produits dans une économie, à différentes périodes. Ils additionnent les différents produits proportionnellement à leurs valeurs au coût des facteurs ou à prix constants et ce au cours d'une période base. L'agrégat dégagé est le produit national brut ou le produit intérieur brut. Les comptes nationaux proposent également des taux de variation moyens annuels du produit total ou par habitant au cours d'une période (0,43 dans les pays les moins avancés, 0,94 dans les pays de l'OCDE etc.)

1. La croissance devant la théorie économique.

Il n'est pas question de passer en revue l'ensemble des théories de la croissance. Nous nous arrêtons sur les modèles néo-keynésiens (de Harrod Domar et de l'école de Cambridge (Kaldor, Passinetti, Robinson) et du modèle néoclassique (de Solow) Ce sont ces deux groupes de familles qui sont à l'origine des politiques publiques de développement: consensus classico-keynésien au lendemain de la deuxième guerre mondiale et consensus de

Washington des années 90. Les premiers démontrent qu'une croissance équilibrée, basée sur les mécanismes de marché est hautement improbable alors que les seconds considèrent que ce sont les mécanismes autorégulateurs du marché qui jouent un rôle central dans la stabilisation de la croissance.

a) Présentation du modèle néo-keynésien

Le modèle néo-keynésien se situe dans la longue période. Les équipements productifs, la population et même l'état des techniques changent au cours du temps.

De ce fait l'investissement va jouer un rôle nouveau. Dans la macroéconomie keynésienne (J.M. Keynes, 1936), l'investissement est un élément de la demande globale et à ce titre, il est générateur d'une production additionnelle (effet multiplicateur ou effet revenu) lorsqu'on se trouve en deçà du seuil de plein emploi. En longue période, l'investissement accroît avant tout la capacité productive de l'économie (effet de capacité). En transposant le modèle keynésien d'équilibre et de plein emploi sur la longue période, le modèle néo-keynésien se demande quelles conditions (équilibre et plein emploi) il faudra respecter pour que la capacité productive puisse progresser à un taux régulier. C'est donc un modèle de croissance équilibrée, qui a un taux de croissance régulier et constant.

b) Le fonctionnement du modèle

Le point de départ est l'organisation de la croissance qui nécessite l'utilisation à la fois du travail (L) et des machines, le capital (K). Ces facteurs ne sont pas substituables et jouent dans le cadre d'une fonction à coefficients fixes. Pour fabriquer une unité du produit Y, il faut une quantité bien précise de K et de L d'où les relations suivantes $K = vY$ (qui représente la demande de capital) et $L = uY$ (qui représente la demande de travail) d'où encore $Y = K/v = L/u$. La fonction de production est une fonction minimale $Y = \text{Min}(K/v, L/u)$. Cette fonction signifie que la production est déterminée par le facteur le plus rare des deux.

L'offre de capital elle, est déterminée par la fonction keynésienne d'épargne : $S_t = sY_t$. (s est la propension moyenne et

marginale à épargner et c'est une constante). L'offre de travail est censée croître à un taux n (taux naturel qui n'est autre que le taux de croissance démographique.).

La résolution du modèle qui respecte les conditions se fait de la manière suivante sur le marché des biens et services:

L'épargne obéit à la condition suivante :

$$S_t = sY_t$$

L'investissement : $I_t = K_{t+1} - K_t$
 $K_t = sY_t$ or $K_t = vY_t$ donc : $K_{t+1} - K_t$
 $= vY_{t+1} - vY_t$ d'où $v(Y_{t+1} - Y_t) = sY_t$
 $(Y_{t+1} - Y_t) / Y_t = s/v$ $dy/y = s/v$

Cette équation traduit le taux de croissance de l'économie et que l'on note g . Ce taux est dit aussi justifié; en longue période, l'égalité entre l'épargne et l'investissement sera maintenu grâce à ce taux g .

Sur le marché du travail, la demande est connue $L_t = uY_t$ et l'offre de travail croît au taux naturel n .

$$n = dL/L.$$

Il s'ensuit que, pour que l'équilibre soit respecté, il faut que : $g = s/v = n$. Les trois variables Y , K et L croissent tous trois au même taux, qui est à la fois le taux naturel et le taux justifié. Il n'y a pas de raison pour que cela se produise puisque s , v , et n sont des variables indépendantes.

Cette conclusion est bien keynésienne puisque selon la macroéconomie keynésienne, les ajustements ne sont pas automatiques. Il n'est pas évident que l'économie livrée à elle-même résorbe le chômage involontaire et les déséquilibres sur les marchés des biens et services et la monnaie. Il faut une politique gouvernementale dans le cas de défaillance des marchés ou de taux négatifs de croissance. Il faut donc pour cela une instance de coordination et de régulation de l'économie.

Dans les économies en développement (P. Hugon, 2005), il y a comme une nécessité naturelle de la mise en place d'une croissance néo-keynésienne. Le marché y est imparfait et

presque à l'état embryonnaire. Les prix ne sont pas des variables d'ajustement entre l'offre et la demande. Les producteurs ne sont pas correctement informés de l'évolution de telle

Il s'ensuit que, pour que l'équilibre soit respecté, il faut que : $g = s/v = n$. Les trois variables Y , K et L croissent tous trois au même taux, qui est à la fois le taux naturel et le taux justifié. Il n'y a pas de raison pour que cela se produise puisque s , v , et n sont des variables indépendantes.

Cette conclusion est bien keynésienne puisque selon la macroéconomie keynésienne, les ajustements ne sont pas automatiques. Il n'est pas évident que l'économie livrée à elle-même résorbe le chômage involontaire et les déséquilibres sur les marchés des biens et services et la monnaie. Il faut une politique gouvernementale dans le cas de défaillance des marchés ou de taux négatifs de croissance. Il faut donc pour cela une instance de coordination et de régulation de l'économie.

Dans les économies en développement (P. Hugon, 2005), il y a comme une nécessité naturelle de la mise en place d'une croissance néo-keynésienne. Le marché y est imparfait et presque à l'état embryonnaire. Les prix ne sont pas des variables d'ajustement entre l'offre et la demande. Les producteurs ne sont pas correctement informés de l'évolution de telle ou telle autre variable stratégique notamment du coût des matières premières exportées ou des équipements importés. Ils ont besoin du concours du gouvernement pour faire face à ces instabilités. L'État n'hésite donc pas à fixer les prix, à dicter des règles remplaçant le marché et même à réaliser lui-même les investissements nécessaires à la croissance. La panoplie des actions à entreprendre par l'État est très large : mobilisation des capitaux avec la mise en place des caisses de stabilisation, projets de développement rural, création d'entreprises publiques, banques de développement, etc. L'État devient la seule instance de coordination et de régulation. Sa tâche immédiate est de construire une économie autodynamique et autocentrée pour s'affranchir d'une division internationale injuste et asservissante et finalement lancer la croissance.

Les désillusions sur l'efficacité du rôle de l'État (P. Jacquemot, M. Raffinot, 1993) n'ont pas tardé à apparaître au début des années 80. Les limites du modèle néo-keynésien, justifiant l'intervention de l'État, n'ont pas tardé à être soulignées : la non maîtrise des instruments keynésiens (système de planification douteux), les déséquilibres économiques et financiers (déficits budgétaires, gestion laxiste de la monnaie, appréciation du taux de change, dette abyssale, excès de la demande globale sur l'offre) et surtout son expansion exagérée.

Enfin de compte, le modèle étatique de croissance a été déclaré « épuisé » laissant la place au consensus de Washington.

2. Le modèle néo-classique de croissance

Tirant les leçons de la faillite et de la délégitimation de l'État, le rôle du marché a été préféré dans la mise en place des politiques de croissance pour lutter contre la pauvreté. Le fondement théorique de ces politiques n'est rien d'autre que le modèle dit néoclassique. Ce modèle vise à démontrer que la croissance est illimitée et stable grâce à certains mécanismes d'ajustement.

Kaldor atténue la conclusion néo-keynésienne du paragraphe précédent. L'épargne, via la répartition des revenus, est une variable d'ajustement qui permet une croissance stable.

Soient s_w la propension à épargner des salariés et s_{II} la propension à épargner des capitalistes Généralement on a $s_w < s_{II}$ ce qui signifie que la propension à épargner des capitalistes est plus importante que celle des ménages. Ainsi, l'épargne absolue se compose de la manière suivante :

$$S = s_w W + s_{II} \Pi$$

$$S = s_w (Y - \Pi) + s_{II} \Pi$$

La propension moyenne à épargner est donc :

$$\frac{S}{Y} = s_w + (s_{II} - s_w) \cdot \frac{\Pi}{Y}, \quad \text{le taux d'épargne est une fonction croissante de la}$$

part des profits dans le revenu national exprimé par $\frac{\Pi}{Y}$. Dans ce modèle, la stabilité de la croissance est due à la flexibilité des salaires ; les salaires et les profits par rapport au revenu national varient. En cas de pénurie de main d'œuvre, il y a un risque de surchauffe de l'économie. Dans ce cas, les salaires augmentent et les profits par rapport au PIB diminuent, ce qui entraîne une baisse du taux d'épargne. L'épargne régulerait ainsi la croissance. Comme il y a une corrélation entre l'épargne et investissement, celui-ci influencerait la croissance de manière plus directe.

Face aux difficultés de fonctionnement du modèle néo-keynésien, Solow adopte une fonction de production à facteurs substituables (fonction de type microéconomique). Le travail L et le facteur capital K sont substituables l'un à l'autre et ils le sont de façon continue à tel point que la fonction de production représente une large possibilité technique de combinaison de travail et de capital.² Le coefficient de capital devient donc variable et la productivité marginale du capital décroissante. Toute l'épargne est investie. Ces hypothèses fondamentales admises, Solow bâtit son raisonnement sur les conclusions du modèle néo-keynésien: $g = s/v = n$.

Ce sont les mécanismes autorégulateurs du marché qui jouent un rôle central dans la stabilité de la croissance.

Si $s/v > n$, c'est à dire si la croissance économique est supérieure à la croissance démographique, il y a pénurie de main d'œuvre, donc hausse des salaires. Les entrepreneurs substituent alors du capital au travail. Le coefficient de capital, ($v = K/Y$)

²Les isoquants constituent des lieux géométriques de toutes les combinaisons possibles de deux facteurs capables de fournir une quantité donnée de produit.

augmente, ce qui diminue le rapport s/v , lequel tend vers n .

Si, inversement, $s/v < n$, si la croissance économique est inférieure à la croissance démographique, il y a du chômage, donc baisse des salaires. Les entrepreneurs substituent alors du travail au capital. Le coefficient de capital ($v = K/Y$), diminue, ce qui augmente le rapport s/v , lequel tend vers n .

La croissance est finalement illimitée, conclut Solow, si la population augmente et s'il y a des progrès techniques. La croissance dépend beaucoup plus de ces facteurs là qui sont exogènes à long terme. Les comportements des agents économiques (propension à épargner des travailleurs et des capitalistes pour Kaldor) n'influencent pas le taux de croissance à long terme.

Les politiques de développement des années 90 vont désormais reposer sur la résurrection du paradigme "marché" ayant de forts accents microéconomiques. Désormais, ce sont les mécanismes du marché qui doivent suffire à eux seuls de réguler l'économie et de permettre une meilleure allocation des ressources. Le marché n'est rien d'autre qu'un mécanisme de transfert volontaire de droits de propriété et un réseau d'échanges libres entre centres de décision décentralisés. Dans une économie concurrentielle, les échanges qui se déroulent sur le marché des biens et services et sur celui des facteurs de production, se déterminent grâce à la fixation des prix d'équilibre tels qu'il ne soit pas possible d'imaginer une situation meilleure pour un quelconque agent économique (consommateur ou producteur), sans détériorer celle d'un autre.³ La formalisation mathématique définit de façon précise (L. Walras 1874) la situation optimale d'une économie basée sur le libre échange des biens et services, sur la vente libre, sur la libre circulation des capitaux et la libre location des terres. La situation est optimale puisque aucun producteur, aucun consommateur, n'aura intérêt à modifier les quantités de biens et de services. La finalité de toute cette démonstration est de prouver que le système libéral concurrentiel est le meilleur système, il procure les meilleurs résultats pour chaque individu.

Au plan pratique, les directives des institutions financières internationales vont consister à organiser le passage d'une économie administrée par les règles à une économie de marché régulée par les prix.

Ce sont donc des politiques libérales dites « de stabilisation et d'ajustement » qui ont pris le relais et dont la formulation est clairement donnée dans le « consensus de Washington ». Il y a consensus parce que les instigateurs (groupe d'économistes américains, fonctionnaires du gouvernement des Etats-Unis, de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International) de cette politique croient que l'ensemble des experts mondiaux, les gouvernements et les institutions multilatérales (Fonds Monétaire et Banque Mondiale) s'accordent sur les mêmes hypothèses et instruments d'analyse de la macroéconomie néoclassique avec de forts accents microéconomiques. Le principe du consensus de Washington paraît fort simple : réduire, sinon éliminer le rôle des États et organiser le passage de l'économie publique et dirigée à une économie de marché régulée par les prix. L'ensemble de directives de politique économique, telles résumées par Williamson John peut s'expliquer en deux points :

Les programmes de stabilisation

À travers ces programmes, il s'agit de retrouver les équilibres macroéconomiques fondamentaux. Pour cela, il faut une contraction de la demande, accompagnée des mesures déflationnistes. Les principales mesures sont monétaires (encadrement du crédit et libéralisation des taux d'intérêt), budgétaires (discipline budgétaire, redéfinition des priorités en matière des finances publiques), et cambiales (taux de change compétitif).

Les programmes d'ajustement structurels

Ces programmes visent surtout à réformer le système des prix et toute la structure des incitations en vue de relancer la croissance et de mieux faire face à la concurrence internationale. Trois directives fortes pour ce faire :

³ C'est la situation de l'optimum de Pareto

i) La régulation ne peut plus se faire que par le marché et par l'ouverture à la concurrence internationale pour permettre aux pays de jouir des coûts comparatifs ;

ii) Il faut éliminer les effets pervers liés à l'intervention de l'État. La dérégulation met fin à la protection des industries nationales par la suppression des barrières douanières ;

iii) La libéralisation financière doit se traduire par la privatisation de toutes les structures qui plombent l'équilibre budgétaire. Les entreprises publiques, les institutions financières et certains services publics sont privatisés.

Il est à noter que les pays en développement qui avaient connu des problèmes financiers insurmontables (endettement) n'avaient pas d'autres choix que de mettre en œuvre les réformes libérales du « consensus de Washington ». Les institutions financières internationales ont commencé, dès le début des années 1980, à mettre en œuvre des prêts dits d'ajustement structurels. Les pays ne pouvaient pas se soustraire aux plans liés à ces prêts. C'était la condition incontournable de la restructuration de leurs dettes.

Les limites du marché autorégulateur

Il faut tout de suite avouer que ces réformes d'inspiration libérale n'ont eu des effets acceptables sur la stabilité des prix et sur la croissance que dans quelques cas rares. Utilisant la méthode de l'analyse en composantes principales (ACP), Berr E. et Combarous F, essaient d'évaluer l'impact du consensus de Washington sur 98 pays en 2000. Leurs conclusions sont remarquables.

Pour eux, ce sont les pays d'Amérique latine qui ont été les plus prompts à appliquer les recettes du consensus de Washington entre 1985 et 1995 pour essayer de se sauver de la crise de la dette. Les crises successives (mexicaines en 1995, brésiliennes en 1998) ont fini par refroidir les ardeurs des dirigeants latino-américains.

Les pays asiatiques (dragons et tigres) ont tout de même adopté des stratégies

d'ouverture de leurs économies ; ils ont cependant pris des mesures protectionnistes bien encadrées par des États forts.

Les pays d'Afrique au sud du Sahara sont ceux qui ont le moins appliqué le consensus de Washington, surtout dans la décennie 1980-1990. Par la suite, la mise en œuvre de l'Initiative Pays Pauvres Très Endettés (PPTTE) en 1996, les a poussés à « avaler » les réformes libérales contenues dans les documents stratégiques de réduction de la pauvreté. (DSRP).

Les pays d'Europe de l'est, eux, ont appliqué presque massivement les mesures du consensus de Washington.

Finalement, à l'aide de leur indicateur, Berr et Combarous constate que le consensus de Washington n'a pas atteint ses objectifs. La croissance et le développement tout comme l'indicateur du développement humain (IDH) n'ont pas connu d'améliorations significatives. Le montant de la dette extérieure s'est emballé. La plupart des économies en programmes, ont été désorganisés et n'ont donc pas pu s'ouvrir au commerce international. Le bilan de la mise en œuvre des mesures du consensus de Washington est plus que contestable.

La plupart des pays qui ont suivi à la lettre les ordonnances du consensus de Washington, n'ont pas enregistré des résultats économiques meilleurs. Par contre, les conséquences sociales de l'ajustement ont été tellement énormes qu'un ajustement « à visage humain » a été désiré dès 1987. Il avait un coût social excessif. La Banque Mondiale, elle même, l'a reconnu et a lancé également son projet « Dimensions sociales de l'ajustement ». La question du développement, plus précisément, celle du rôle de l'État dans le processus du développement, aurait été galvaudée. Taiwan et la Corée du sud ne se sont jamais engagés dans la voie de la déréglementation et de la libéralisation. Ils ont au contraire maintenu un secteur public fort, des barrières commerciales et n'ont pas hésité à subventionner leurs exportations. La Chine et l'Inde ne se sont ouverts que progressivement au commerce international et le parti communiste en ce qui concerne la Chine, tient solidement en main les institutions.

Il ne faudrait sans doute pas un modèle standard applicable à tous. Il existe des spécificités historiques et propres à chaque pays dont les développeurs doivent tenir compte. Or le consensus de Washington, comme le souligne Stiglitz J. n'avait pas pour ambition de tenir compte des intérêts de la population des pays qu'il avait vocation à soulager, mais plutôt de ceux des pays riches et des institutions financières internationales

créanciers de la dette des pays mis sous ajustement. En outre, les crises financières survenues au cours des dernières années en Asie, en Amérique (Mexique 1995, Argentine 2002) et en Russie ont suscité de nouvelles interrogations quant à l'architecture des institutions de Bretton Woods qui se sont montrées incapables de les prévenir.

Les dix commandements du Consensus de Washington

Les préceptes libéraux qui sont à la base des plans d'ajustement structurel (1980) et des programmes de lutte contre la pauvreté ont été résumés par John Williamson en dix points :

A/. Les mesures de stabilisation

1 - **Austérité budgétaire** : l'équilibre budgétaire doit être atteint à moyen terme. Les déficits budgétaires sont source d'inflation et de fuite de capitaux.

2-**Action sur les dépenses publiques** : le désengagement de l'État commande de réduire les dépenses publiques et les subventions. Les dépenses publiques seraient orientées vers l'éducation et la santé, sans cependant accroître la pression fiscale.

3 -**Action sur les taux d'intérêt par l'intermédiaire d'une politique monétaire orthodoxe** : les taux d'intérêt doivent être déterminés par le marché et les taux réels doivent être positifs et modérés pour attirer les capitaux internationaux, sans compromettre l'investissement et le remboursement de la dette publique.

4-**Taux de change compétitifs** : Il s'agit de favoriser les exportations, tout en maintenant le déficit de la balance courante à un niveau qui peut être durablement financé. Il convient donc de dévaluer la monnaie dans un régime de changes fixes ou de la laisser se déprécier dans un régime de changes flexibles.

B/. Les mesures structurelles

5- **Libéralisation** : dans une logique de promotion des exportations, il s'agit de libéraliser les échanges commerciaux, en supprimant les barrières tarifaires et non tarifaires.

6- **Compétitivité** : l'existence des barrières qui freine l'entrée des investissements directs étrangers doit être supprimée.

7- **Privatisation** : Il s'agit de rendre au privé les entreprises publiques. Les entreprises privées sont censées mieux gérées que les publiques. Dans tous les cas, cette mesure aide à restaurer l'équilibre budgétaire et à réduire l'investissement public.

8- **Déréglementation** : l'objectif visé est de réduire ou d'abolir les barrières à l'entrée ou à la sortie des marchés en d'autres termes d'éliminer toutes les règles qui freinent l'initiative économique et la concurrence.

9- **Réforme fiscale** : Il s'agit d'accroître le nombre de contribuables en élargissant l'assiette fiscale par l'intermédiaire d'une généralisation de la TVA et pratiquer des taux d'imposition marginaux modérés.

10- **Les droits de propriété** : Il s'agit de renforcer les droits de propriété pour promouvoir la création des richesses et de permettre au secteur informel d'obtenir ces droits à des coûts acceptables.

La conclusion à tirer semble fort simple : l'échec du consensus de Washington est dû à une trop grande foi placée au fonctionnement du marché. Compte tenu des défaillances du marché, à côté du rôle des prix, certains libéraux acceptent que les contrats et les règles ont un rôle particulier à jouer dans la

coordination des forces du marché. Le néo-institutionnalisme met l'accent aussi bien sur les institutions que sur le seul marché et réhabilite l'État dans une conception instrumentaliste et fonctionnaliste. Il y a un type d'État compatible avec les exigences du fonctionnement du marché et de la croissance :

c'est l'État de droit. Il ne faut donc pas opposer le marché à l'État. Ce qu'il faut plutôt souligner, c'est l'interdépendance entre le marché (où dominant des signaux de prix et où les entreprises sont guidées par le profit et la concurrence), l'État (où dominant des relations de hiérarchie et de contrôle) et les organisations (comme les syndicats et autres dont le rôle est de négocier, coopérer, persuader et aussi de mener des actions collectives.)

Au delà de ces fortes contestations, la base doctrinale du consensus de Washington n'a pas été remplacée. La discipline budgétaire et le fonctionnement du marché (même si l'État a été réhabilité) sont toujours considérés comme indispensables à la bonne marche de l'économie. La manière de privatiser et de libéraliser le commerce a été corrigée, mais ces deux concepts demeurent des charnières importantes. Cependant, dans les programmes actuels, des filets sociaux apparaissent. Les conditionnalités associées aux interventions du Fonds Monétaire International, par exemple, ont inclus des aspects sociaux, aboutissant ainsi aux « Facilités pour la réduction de la pauvreté ». Des mesures contraignantes pour réduire la dette des pays très endettés (PPTÉ) ont été prises, mais cette fois-ci les budgets sociaux (santé et éducation) ont été garantis. De même pour tenir compte des spécificités de chaque pays, l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies de la réduction de la pauvreté nécessite la participation des acteurs de la société civile, des acteurs économiques et des acteurs politiques (Documents Stratégiques de Réduction de la Pauvreté). Les modèles standard de réforme ont ainsi été évités.

Au cours de différentes rencontres dans le monde, (la Déclaration du Millénaire (2000), la conférence de Doha sur le commerce (2001), la conférence de Monterrey sur le financement du développement (2002), le sommet de Johannesburg sur développement durable (2002), la conférence de Shanghai (2004) et la CNUCED XI tenue à Sao Paulo, l'élaboration d'un nouveau consensus pour le développement est peut être en train de voir le jour. Il semblerait que pour tous, les politiques de développement devraient systématiquement se référer à l'objectif de réduction de la pauvreté. Les politiques macroéconomiques ne sont censés se vérifier que par rapport à cet

objectif. Tous reconnaissent qu'une économie a besoin d'institutions. Cette reconnaissance accordée aux institutions, réhabilité le rôle de l'État (Selon la Banque Mondiale l'État aurait cinq fonctions : l'État établit un systèmes de lois, maintient un environnement de redistribution, investit dans les services de base et l'infrastructure, protège l'environnement et favorise l'équité). Désormais, tous reconnaissent la notion de renforcement des capacités économiques publiques, ce qui signifie en d'autres termes que les États ont un rôle important à faire valoir dans les politiques de développement.

Un autre concept fondamental qui a fait consensus, est celle de « la gouvernance démocratique » ou de « la bonne gouvernance ». Ce concept montre la nécessité de la participation de tous les acteurs sociaux dans le processus de développement. La bonne gouvernance fait d'ailleurs partie des conditionnalités des Institutions Financières Internationales dans le cadre de leurs stratégies de lutte contre la pauvreté.

En fin de compte, selon Mehdi Abbas, à la suite des conclusions de la onzième conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) tenu à Sao Paulo en 2004, un nouveau consensus dit de Sao Paulo serait une alternative à celui de Washington. Le consensus de Sao Paulo est certes une rénovation, mais pas une remise en cause fondamentale des prescriptions de Washington. Le rôle de institutions y est particulièrement souligné. D'un point de vue théorique, "les vieux" modèles de croissance de Cambridge (Kaldor, Robinson,) et assimilés (Kalecki, Thirlwall) sont remis à jour et fondent l'analyse macroéconomique du consensus de Sao Paulo en termes de « demande effective ». En fait le postulat de départ est le suivant : la production est généralement limitée beaucoup plus par la demande que par les ressources disponibles. De même que l'investissement dépend du niveau de la production industrielle qui est lui-même contraint par la demande. La demande est donc le déterminant de la production. Quant au développement, il est pensé comme un processus de mutation structurelle induit par « une accumulation du capital rapide et continue qui ne peut repose uniquement sur les forces du marché. Pour que les pays en

développement s'intègrent au marché mondial dans des conditions favorables à leur développement, ils doivent renforcer leur capacité de production.» Ce sont des conditions macro-économiques, micro-économiques et institutionnelles particulières

politique, la primauté du droit et les ressources humaines sont également acceptées comme éléments préalables à la croissance et au développement, comme dans le consensus de Washington.

qui vont finalement permettre cette intégration. La gouvernance démocratique, la stabilité

Propositions de synthèse du consensus de Sao Paulo

- 1-Discipline budgétaire
- 2-Réforme fiscale avec accroissement de l'assiette de l'impôt et orienté vers l'encouragement de l'épargne et de l'investissement.
- 3-Politique monétaire et politique de revenus.
- 4-Taux de change flexible et compétitif.
- 5-Politique commerciale au service de l'accumulation avec ouverture sélective.
- 6-Politique d'attractivité de l'IDE.
- 7-Relation de complémentarité investissement privé et investissement public et partenariat public privé dans la production des biens publics.
- 8-Renforcement des capacités institutionnelles et réglementaires : réglementation favorable aux activités et groupes sociaux investisseurs, mesures en vue d'accroître l'épargne privée nette.
- 9-Rôle actif de l'État en matière de santé, de formation, d'infrastructure avec politique d'emplois productifs.
- 10-Promotion des droits de propriété.

Source : Mehdi Abbas (*Le consensus de Sao Paulo, Éléments d'analyse d'une nouvelle approche des stratégies de développement, cahier de recherche, Lepii, Grenoble 2005*), page 12.

Les propositions du consensus de Sao Paulo sont identiques aux commandements du consensus de Washington touchant aux équilibres macroéconomiques notamment quand il s'agit de l'austérité budgétaire et monétaire. Mais en ce qui concerne la lutte contre l'inflation, le consensus de Sao Paulo constate que ce phénomène n'est que le reflet du conflit distributif entre d'une part les salaires et d'autre part les profits. Ce conflit est structurel et caractéristique d'une économie capitaliste. C'est pourquoi le consensus de Sao Paulo accepte de maîtriser l'inflation, mais en même temps de l'accompagner d'une politique de revenus. Il revient à l'État d'articuler toutes ces mesures de stabilisation (austérité budgétaire, monétaire et politique de revenu). Les mesures de stabilisation doivent stimuler l'investissement et l'épargne (au travers de la politique de revenu) et favoriser le financement de l'économie. L'État devrait également encourager l'initiative privée et créer un climat institutionnel d'attractivité des investissements.

Pour ce qui est de l'ouverture extérieure, le consensus de Sao Paulo recommande aux pays d'éviter les manipulations des changes qui ne seraient que des mesures conjoncturelles. Le déséquilibre des pays en développement est structurel. Il faut donc des mesures structurelles. La politique d'ouverture ne peut servir qu'à attirer l'investissement vers des secteurs de production des biens échangeables. L'insertion des pays en développement ne peut se faire que par la promotion des exportations. C'est pourquoi ces pays doivent réduire graduellement leurs droits de douane et proposer eux mêmes sur le marché mondial des produits hautement élaborés et compétitifs grâce à la maîtrise qu'ils doivent avoir des processus technologiques et des augmentations de productivité. Toutefois, le consensus de Sao Paulo reconnaît que la profitabilité des pays en développement par rapport au marché mondial, semble assez restreinte. Il faut donc laisser aux pays des marges de manœuvre, c'est à dire tenir compte d'un certain nombre de facteurs

spécifiques aux pays (taille, ressources et géographie) dans l'élaboration de leurs stratégies d'ouverture. Il faut souligner que c'est là une différence essentielle d'avec le consensus de Washington qui prêchait la convergence des moyens et des politiques pour tous les pays.

Le consensus de Sao Paulo ne se prononce pas vraiment sur les difficultés des pays en développement de se constituer des capacités de financement pour soutenir justement la croissance en vue d'augmenter les exportations. Les pays en développement pourraient-ils se permettre d'élargir les déficits de leurs balances de paiement (nouveaux flux de capitaux par qui ?) quand on sait que ces pays sont fortement endettés (effacer les dettes ?). Et puis, rien ne prouve que les zones d'exportation visées resteront toujours des zones de demande effective. Quelles stratégies adopteraient ces pays dans ce cas ? Autant de questions auxquelles le nouveau consensus ne répond pas.

III.- L'ÉTAT ET LE DEVOIR DE REPARTITION DES BIENS ET SERVICES

L'expérience de plus d'un demi-siècle des politiques de développement ne devrait plus permettre la dichotomie État/marché. Aujourd'hui plus qu'hier, il est possible de repérer une certaine unanimité autour des défaillances du marché et de reconnaître le rôle des contrats, des conventions et des règles à côté du système des prix. L'économie institutionnelle accepte qu'un cadre institutionnel viable est utile pour un fonctionnement efficient du marché.

Au fond, la contrainte majeure dans la plupart des pays en développement, c'est qu'il y existe des États néo-patrimoniaux, peu compatibles avec l'organisation d'une croissance efficace. L'analyse de l'État néo-patrimonial renvoie à un pouvoir politique organisé autour d'un chef de famille ou de clan. Tous ceux qui lui font allégeance, exercent une hégémonie sur les richesses du pays. Le terme "néo" signifie que ce mode de gestion intègre des formes apparemment démocratiques, mais reste fondamentalement traditionnel, s'exprimant par la force et par l'arbitraire (Max

Weber, 1971) La nature de l'État dans les pays en développement a été, sans complaisance, analysée crûment (J.F. Bayart, 1989). Au cœur de l'État, se trouve le pouvoir traditionnel. Ce pouvoir est essentiellement de type patriarcal. Il s'appuie sur la parenté et sur le lignage dirigé par les aînés. Le pouvoir politique patrimonial n'est qu'un élargissement de ce pouvoir traditionnel au niveau du pays tout entier. La caractéristique essentielle de ce pouvoir est que certains vivent de la politique et que des clients ou des courtisans travaillent pour eux. À la tête de ce pouvoir, se trouve un chef. Celui-ci exerce son autorité par le biais de sa famille, mais aussi par ses fidèles, ses clients, ses serviteurs qui sont en quelque sorte le "comité central" du système. La loyauté du noyau à l'égard du chef est une obligation incontournable. Elle est rémunérée par des mécanismes de redistribution. Le chef a une fonction de "parrain". Le parrain récompense généreusement en termes de postes administratifs ou en termes financiers ceux qui le suivent et le servent aveuglément. Par contre, ceux qui ne se montrent pas suffisamment zélés, sont "démissionnés". Ce noyau personnel est caractérisé par un ensemble de relations que le chef entretient avec les parents, les clients, les partisans, les courtisans, les rivaux. C'est cet ensemble de réseaux que les politologues analysent et qu'ils baptisent de "système patrimonial". La gestion des affaires de l'État se fait "en père de la Nation" qui n'est pas différent du père de famille. Le domaine de l'État et celui privé s'entremêlent sans limites claires. Le Trésor public, les entreprises d'État, les banques publiques sont des unités économiques personnelles du chef.

L'incitation à la "good governance" n'a rien changé au système patrimonial. Les logiques patrimoniales ont tout simplement intégré les exigences démocratiques modernes. Le Droit moderne a permis de légitimer certaines positions du pouvoir patrimonial par des élections apparemment justes, d'autant plus que les élus apparemment des gens sérieux (diplômes universitaires, grades administratifs etc.) semblent indépendants du chef. Le système patrimonial demeure autoritariste et hégémonique. Ce type d'État ne peut donc pas lutter efficacement contre la pauvreté.

L'hégémonie apparaît comme un blocage de la croissance. Ces pays ont besoin non seulement de liberté économique, mais aussi de liberté politique. Il n'y a d'ailleurs pas d'opposition entre ces deux concepts.

Les droits politiques, fondateurs de la liberté économique

Les travaux de Rawls, Sen, Fleurbaey et Hirschman développent une conception de l'État qui garantit aux pauvres une répartition des ressources inspirée des théories économiques de la justice. Pour trouver une issue au problème de la confiscation par la minorité des objets dont une société dispose, il est question d'offrir un certain nombre de ressources de base aux individus. La décision est politique ou plus exactement relève des droits politiques. Or sans ces droits politiques, il est difficile de parler de liberté économique.

Pour Rawls, ces ressources de base sont appelées « biens premiers sociaux ». Ce qu'il entend par biens premiers sociaux, c'est « un ensemble des circonstances et de moyens généraux utiles à la réalisation à tout projet de vie, quel qu'en soit le contenu exact. Il s'agit des ressources à usage général que chaque individu rationnel, quelle que soit sa conception de vie sa conception du bien ou ses objectifs, ne peut pas ne pas désirer en tant que précondition de la poursuite des plans. » La liste des biens premiers de Rawls se remplit de la manière suivante : les droits et les libertés fondamentales, la liberté de mouvement et le libre choix d'une position dans un contexte d'égalité des chances, les pouvoirs et les prérogatives attachés aux différentes fonctions et positions dans les institutions politiques et économiques de la société, les revenus monétaires et la richesse, les bases sociales du respect de soi.

Les individus, ont par la suite, la possibilité d'établir leurs propres préférences et d'agir pour atteindre les buts qu'ils estiment valorisants pour eux.

Dans cette vision, les États se doivent donc de garantir ces biens premiers pour fixer le seuil de pauvreté en dessous duquel les individus ne doivent pas descendre.

Fleurbaey souligne qu'à l'intérieur de cette liste, il y a des « réalisations fondamentales », des états ou des actions jugées pertinentes que l'État doit garantir absolument. Les autres réalisations doivent être assumées par l'individu lui-même. Les individus pauvres dans une société donnée, sont ceux donc qui sont privés d'un certain nombre de réalisations fondamentales. Fleurbaey établit une liste de six réalisations fondamentales qui semble lui être pertinentes dans les sociétés occidentales : le respect pour la sphère privée, la santé, l'éducation et l'information, la richesse, le pouvoir de décision collective et l'intégration sociale.

Sen développe une conception assez différente. Sen ne se réfère vraiment plus au concept de biens premiers ni de réalisations de base. Il fait appel au concept « d'opportunités réelles de fonctionnement » qu'il désigne sous le concept de capacités. Les capacités seraient un certain nombre de possibilités offertes aux individus pour échapper à la pauvreté. Sen ne dresse pas, lui, une liste de capacités. Cependant, on peut se permettre de citer quelques exemples de capacités fondamentales telles que la possibilité d'être bien nourri, d'être bien vêtu et bien logé et la possibilité d'échapper à la morbidité. Sen évoque aussi d'autres capacités moins matérielles comme la liberté réelle de prendre part à la vie réelle. La pauvreté, dans ces conditions, dépend des informations que les individus ont sur les capacités de base. La pauvreté est un manque de capacités.

Enfin tout autre est l'analyse de Hirschman dont les concepts de « défection (exit) et prise de parole (voice) » sont utilisés pour critiquer le fonctionnement du marché au-delà des explications microéconomiques traditionnelles. La prise de parole est un concept alternatif et relativise le marché. Il ne s'agit pas ici de prouver les imperfections du marché à partir de ces deux concepts. Nous les mettons en relation avec les droits politiques comme enjeu de la lutte contre la pauvreté. En effet l'information et le débat démocratique sont des droits politiques fondamentaux. Ces droits autorisent le pauvre à « crier son malheur » et donc à le politiser. Il revient à la société de tenir compte des besoins du pauvre pour éviter une défection qui pourrait prendre des formes variées (révolution, désordre etc.)

CONCLUSION

L'examen des rapports de la plupart des institutions financières et économiques internationales prouve que les pays en développement connaissent une pauvreté absolue. Dans ces pays, il existe un manque de biens de base tels la nourriture, le logement, le vêtement, les soins de santé et l'éducation.

Pour lutter contre cette situation devenue endémique, l'organisation de la croissance est incontournable. Pour cela, la mobilisation des facteurs de production et surtout de l'investissement, est une priorité. Les modèles théoriques historiques font tantôt de l'État un acteur stratégique et tantôt privilégie le marché comme lieu optimal d'allocation des ressources. Le débat semble s'apaiser à la lumière du bilan présenté par les politiques de développement depuis près d'un demi-siècle. L'État est finalement un acteur utile au bon fonctionnement du marché. Surgit alors un autre débat, celui de savoir quel type d'État dans les pays en développement compatible avec les exigences d'une croissance optimale et garantissant une répartition des revenus profitables aux pauvres. Les théories de la justice mettent le doigt sur le processus de partage mettant en cause les individus et la société. Il semblerait que les droits politiques (libertés individuelles) et les droits économiques (lutte contre la pauvreté) soient là les deux variables clé d'un cadre institutionnel répondant aux exigences de la croissance.

BIBLIOGRAPHIE

1. Bayart Jean François, 1989. *L'État en Afrique, la politique du ventre*. Paris : Fayard.
2. Berr E. et Combarous, 2004. *L'impact du consensus de Washington sur les pays en développement : une évaluation empirique*. Communication, 1ères journées du développement du GRES, Bordeaux, septembre 2004
3. Fleurbaey Marc, 1996. *Théories économiques de la justice*, Paris : Economica, Paris.
4. Herpin N., Verger D., 1987. *La pauvreté une et multiple*, in *Économie et Statistiques* n° 308/309/310.
5. Hirschman O. Albert, 1995. *Défection et prise de parole*, 1970, traduction française 1972, réédition, Paris : Fayard.
6. Hugon Philippe, 1999. *Le consensus de Washington en questions*. *Revue Tiers Monde*, tome XL, n° 157.
7. Jacquemot Pierre et Raffinot Marc, 1993. *La nouvelle politique économique en Afrique*. EDICEF/ AUPELF, Vanves.
8. Kuznets Simon, 1973. *Population, capital and growth: Selected essays*, New-York: Norton.
9. Keynes John Maynard, 1963. *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*. Paris : Payot.
10. Marx Karl, 1968. *Les manuscrits économiques et philosophiques* (1844), Œuvres, Économie II. Bibliothèque de la Pléiade, Paris : Gallimard.
11. Mbandza Joseph, 2004. *Pauvreté et modèles de croissance en Afrique subsaharienne: le cas du Congo Brazzaville (1945-2000)*. EPU, 41p
12. Mehdi Abbas, 2005. *Le consensus de Sao Paulo, Éléments d'analyse d'une nouvelle approche des stratégies de développement*. Cahier de recherche, lepii, grenoble.
13. Pe a-Casas R et Pochet P, 2001. *Les indicateurs monétaires et non monétaires de pauvreté et d'exclusion sociale dans une perspective européenne*. Observatoire Social Européen.
14. PNUD, 2006. *Rapport mondial sur le développement humain*.
15. Rawls John, 1987. *A theory of Justice*. Harvard University Press, Traduction française, Le Seuil.
16. Sen Amartya, 1985. *Commodities and Capabilities*, North Holland.
17. Stiglitz Joseph, 2006. *Un autre monde contre le fanatisme du marché*. Paris: Fayard.
18. Weber Max, 1971. *Économie et société*. Paris: Plon.
19. Williamson John, 1990. *What Washington Means by Policy Reform*. In: « Latin American Adjustment: How Much has happened », Institute for International Economics, Washington.